

Mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 20/03/2026

3.1. Détermination des compensations prévisionnelles

Question 1 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif spécifique ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF n'est pas en mesure de se prononcer sur le niveau des recettes prévisionnelles des ELD au tarif spécifique ni sur leur niveau de revenu autorisé.

La CRE propose des montants de péréquation que GRDF verserait aux ELD, fixés pour 4 années. Toutefois, le montant de la compensation dépend du niveau actuel du tarif de GRDF mais aussi des évolutions de ce tarif dans le futur, évolutions qui restent inconnues à date.

GRDF comprend que la CRE se propose de geler les compensations prévisionnelles des ELD, comme ses propres contributions à la péréquation nationale, pour les 4 ans, et que tout écart ultérieur alimentera le CRCP des ELD et celui de GRDF. GRDF souligne toutefois que la désynchronisation des calendriers des périodes tarifaires des GRD (i.e. décalage de 2 ans entre l'ATRD de GRDF et les ATRD des ELD) crée une forte incertitude sur les montants de CRCP qui se constitueraient ainsi.

La CRE propose, dans la suite de la consultation, deux scénarios (bas et haut) pour tenir compte de l'évolution tarifaire de GRDF possible en juillet 2026, mais ne précise pas les hypothèses pour les mouvements tarifaires de juillet 2027, juillet 2028 et juillet 2029. Dès lors, le montant de l'insuffisance/excès de compensation qui s'accumulera sur la période du fait de ce mécanisme ne peut pas être évalué.

A ce titre, GRDF estime qu'une forfaitisation n'est possible que pour des périodes de 2 ans, les montants de péréquation devant être systématiquement réactualisés lors du changement d'ATRD de GRDF ou des ELD.

GRDF constate par ailleurs que la loi a mandaté la CRE non seulement pour « déterminer les méthodes de calcul ainsi que les montants à percevoir ou à verser au titre de cette péréquation », mais aussi pour « prévoir, pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution mentionnés au I de l'article L. 111-53, un encadrement pluriannuel d'évolution des dotations et des contributions ainsi que des mesures incitatives appropriées pour encourager ces gestionnaires de réseaux publics de distribution à améliorer leurs performances » et soumettre « les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel mentionnés au 2° du I de l'article L. 111-53 à un contrôle de leurs investissements ».

Or la consultation ne précise pas les critères d'appréciation de l'efficacité des GRD, ni les moyens additionnels de contrôle et d'incitation par rapport aux cadres réglementaires et tarifaires actuels. Ces derniers, qui visent aussi bien à contrôler les charges d'exploitation que les investissements, devraient faire l'objet d'une traduction dans la délibération.

GRDF ne peut que constater le fait que la péréquation des recettes sans procéder à une analyse approfondie de l'efficacité des opérateurs bénéficiant de cette péréquation n'est pas dans l'intérêt des usagers du réseau. Il constate en particulier que les GRD bénéficiaires de la péréquation ont en moyenne une BAR par client supérieure de 12 % et une BAR par km supérieure de 22 % à la moyenne du réseau de GRDF. De même les charges nettes d'exploitation des futurs bénéficiaires de la péréquation sont en moyenne supérieures de 10 % par client, et supérieures de 19 % par km de réseau. L'ensemble de ces surcoûts serait appelé à être couvert par les clients du réseau de GRDF sans contrôle renforcé de l'efficacité des opérateurs mentionnés au 2° du I de l'article L. 111-53.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif commun ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF n'est pas en mesure de se prononcer sur le niveau des recettes prévisionnelles des ELD au tarif commun ni sur le niveau de leur revenu autorisé.

Les remarques et interrogations formulées à la question précédente pour les ELD spécifiques s'appliquent aussi pour les ELD anciennement au tarif commun.

3.2. Détermination des compensations définitives et fonctionnement du CRCP

Question 3 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations définitives ?

Défavorable

Commentaire :

Le report en bloc du CRCP des ELD sur la période tarifaire suivante, sans apurement au fil de l'eau, paraît réaliste bien que créant des risques pour celles-ci, tous les mouvements tarifaires de GRDF sur la période n'étant pas connus ni anticipables à date. En particulier le risque de décorrélation est particulièrement fort à chaque changement d'ATRD de GRDF ou des ELD. A ce titre, les montants de compensation de péréquation devraient être systématiquement réévalués lors de chaque changement d'ATRD de GRDF ou des ELD. La forfaitisation des montants n'est en effet valablement possible que pour des périodes de 2 ans.

La proposition de la CRE, dans le cas d'une évolution des charges et recettes d'une ELD « en forte décorrélation avec celle rencontrée par GRDF », est problématique, tant du point de vue de la notion que du niveau de « forte décorrélation », et GRDF n'y est pas favorable.

- Cette proposition ne précise pas les critères permettant d'établir la « forte décorrélation ».
- Elle n'est pas symétrique, n'envisageant qu'un CRCP fortement créditeur pour les ELD : elle n'envisage pas le cas du CRCP de GRDF très positif ; elle n'envisage pas non plus le cas d'un CRCP des ELD fortement négatif.
- Au-delà de cette asymétrie manifeste, cette proposition, en imposant à GRDF le règlement, dès l'année N, du CRCP calculé par la CRE, revient à transférer à GRDF les risques au-delà du plafond du coefficient k (actuellement de 3 %), donc les risques importants comme les risques extrêmes des ELD.
- La proposition n'envisage aucun seuil/plafond.
- Elle n'envisage ou n'explique aucune compensation pour GRDF. Nous sommes amenés à supposer que le versement de GRDF à l'ELD viendra directement impacter le CRCP de GRDF, lequel est déjà saturé par ailleurs. GRDF est très défavorable à cette situation sauf à lui permettre d'augmenter ses tarifs à due proportion et de manière concomitante à la compensation de l'ELD, ce qui semble être exclu par la CRE.

La CRE n'aborde pas dans sa consultation les modalités de traitement du risque de GRDF au cours de la période. Son traitement correct demanderait que le montant de compensations à servir par GRDF chaque année constitue une nouvelle composante du revenu autorisé de GRDF et qu'un écart entre montant perçu auprès des usagers du réseau GRDF et montant payé aux ELD soit immédiatement compensé. A ce titre, un nouveau risque se trouve ajouté au CRCP de GRDF et devrait conduire en conséquence à l'élargissement de la bande passante du coefficient k de +/-3% à +/-4%.

La proposition de la CRE de ne pas réévaluer a posteriori la compensation octroyée aux ELD anciennement au tarif commun, interpelle : la compensation serait déterminée, et figée ex ante, sur une base forfaitaire indépendante de la dynamique commerciale et économique de chaque ELD pendant la période tarifaire. Cette compensation de péréquation s'assimilerait donc à une subvention d'exploitation définitivement acquise par l'ELD indépendamment de la réalité des coûts et des recettes de l'entité, ce qui n'est pas conforme au principe de péréquation énoncé par la loi.

3.3. Modalités de prise en compte des charges relatives à la péréquation du gaz dans la grille tarifaire nationale

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la prise en charge des surcoûts liés à la péréquation par la grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2026 ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF accueille favorablement le fait que les flux financiers associés à la péréquation ne soient pas intégrés à son CRCP, déjà saturé par ailleurs. Elle prend donc bonne note du souhait de la CRE « que le montant total des compensations prévisionnelles soit porté par une hausse supplémentaire » du tarif GRDF.

Néanmoins, GRDF demande que cette disposition soit mise en œuvre pour la totalité des coûts que le GRD devra supporter pour la mise en œuvre du dispositif de péréquation (cf. liste ci-dessous). GRDF souhaite en effet que l'ensemble des coûts fasse l'objet d'une évaluation et soit porté par la hausse supplémentaire de l'ATRD de GRDF, afin de ne pas impacter, asymétriquement, le CRCP de l'opérateur :

1/ La délibération de la CRE doit permettre de couvrir pleinement les frais de gestion du dispositif par GRDF.

2/ La consultation publique implique des coûts de portage financier pour GRDF. Le paiement aux ELD doit en effet être effectué avant le 31 décembre de l'année N, alors que le surcroît de recettes d'acheminement, engendré par le coefficient P, ne sera encaissé par GRDF qu'entre la fin de l'été N et la fin de l'été N+1, compte tenu du délai entre (i) consommation des usagers, (ii) facturation de l'acheminement à leurs fournisseurs et (iii) paiement effectif par les fournisseurs. En conséquence, le barycentre des revenus collectés par GRDF se situera plutôt à la fin du 1^{er} trimestre de l'année N+1, du fait de la prévalence des clients T2 et de leur profil de consommation (P12), très saisonnalisé (cf question 6.).

Ces coûts de portage de BFR doivent être explicitement couverts par la péréquation et donc le coefficient P.

3/ La consultation publique n'explique pas quels volumes prévisionnels GRDF ont été considérés pour estimer le montant des recettes de péréquation induites par le coefficient P. La CRE a retenu dans sa délibération n°2024-40 une hypothèse volumique pour le tarif ATRD 7 de GRDF qui, depuis le début de l'ATRD 7, s'est révélée chaque année supérieure d'environ 10 % aux volumes effectivement acheminés par GRDF. Ne pas tenir compte de cet écart et calibrer la contribution de GRDF à la péréquation sur la base des hypothèses de volume des délibérations ATRD 7 revient à instaurer de manière erronée un déficit de collecte du coefficient P auprès des usagers du réseau GRDF. Ceci alimenterait chaque année jusqu'en 2028 le CRCP de GRDF à hauteur de plusieurs MEUR. Le niveau d'apurement de ce CRCP étant d'ores et déjà saturé, l'apurement du déséquilibre devrait s'étaler au-delà de l'ATRD 7, ce qui générerait là aussi un coût de portage financier contraire à l'intérêt des clients du réseau, et, pour GRDF, une rémunération à un taux « sans risque » incompatible avec l'ajout de nouveaux risques.

4/ La consultation publique propose que les risques importants puissent être transférés à GRDF sans attendre une réévaluation des compensations des ELD (cf. question 3). Ce transfert de risques ne serait pas borné financièrement (pas de seuil/plafond) ni étalé dans le temps, alors que le CRCP de GRDF, qui serait impacté, voit déjà sa capacité d'apurement saturée. GRDF serait donc exposée à un long délai de recouvrement de la somme qu'elle devrait immédiatement décaisser au profit de l'ELD. GRDF serait donc soumise à un portage financier additionnel. L'occurrence d'une telle éventualité devrait donc s'accompagner d'une mise à jour du coefficient P.

Pour l'ensemble de ces 4 points, GRDF demande que ces coûts et risques manifestes soient explicitement couverts par la péréquation et intégrés au coefficient « P ». Dans le cas contraire, GRDF estime que l'ajout de nouveaux risques dans son CRCP devrait conduire à l'élargissement de la bande passante du coefficient « k » d'apurement de +/-3% à +/-4%.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la modification de la formule d'évolution annuelle de GRDF ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Comme déjà exposé, GRDF est favorable à l'introduction d'un terme supplémentaire dans la formule d'évolution tarifaire annuelle, mais appelle à ce que ce terme intègre **tous** les frais et risques additionnels induits par la mise en œuvre du mécanisme de péréquation, notamment : frais de gestion, frais de portage financier des décalages de trésorerie (délai entre versement aux ELD et recouvrement auprès des fournisseurs des usagers du réseau GRDF) ou des risques d'écart de volume.

3.4. Modalités de versement des compensations

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant les modalités de versement des compensations prévisionnelles ?

Défavorable

Commentaire :

Le montant des versements au 31 décembre proposé par la CRE fait porter à GRDF deux risques qui semblent avoir été ignorés.

Les augmentations de tarif proposées par la CRE seront appliquées par GRDF du 1^{er} juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1. Le 31 décembre pourrait sembler, de prime abord, représenter un point médian. Pour autant :

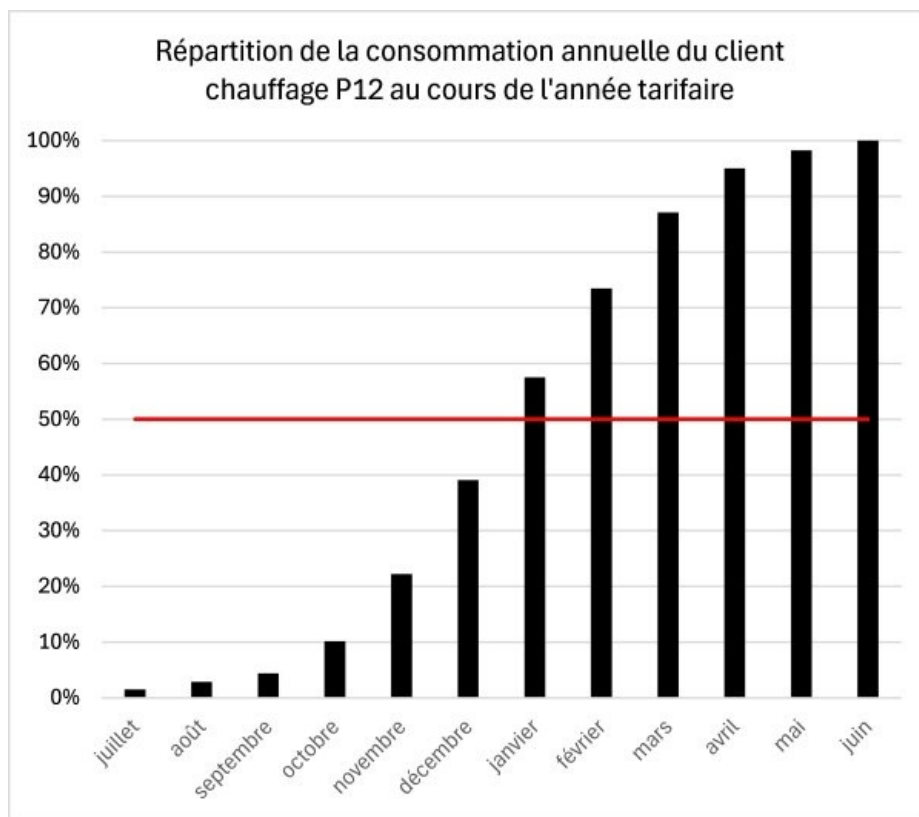
1/ Le profil moyen de consommation du portefeuille clients sur une année tarifaire juillet N – juin N+1 n'est pas centré au 31 décembre N mais plutôt sur le mois de janvier N+1, compte tenu de la prévalence des clients T2 et de leur profil de consommation (P12), très saisonnalisé. - Voir graphique joint -

2/ L'acheminement associé à la consommation d'un mois M est facturé au fournisseur d'énergie vers le milieu du mois M+1, d'abord sous forme de terme provisoire (TFP) ; mais la facturation n'est pas encore synonyme d'encaissement pour GRDF. Le délai moyen entre la fin du mois de consommation et le paiement effectif par le fournisseur est d'environ 45 jours.

Le barycentre de consommation en janvier N+1 équivaut donc à un barycentre d'encaissement plutôt à la fin du 1^{er} trimestre N+1.

Or la proposition de la CRE retient le 31 décembre comme échéance au plus tard pour le versement de l'entièreté de la compensation aux ELD : une telle échéance, alors même que GRDF n'aurait pas encore atteint son point médian de collecte du coefficient P, viendrait accroître le décalage de trésorerie subi par GRDF, et donc son coût de portage financier (cf. question 4).

Afin de limiter ce dernier coût, GRDF propose que l'ensemble des versements entre GRD soient provisionnés au 31 décembre N, facturés au 31 janvier N+1 et payés au plus tard au 31 mars N+1.



4.2. Scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif ATRD7 de GRDF au 1er juillet 2026

Question 7 : Avez-vous des remarques sur les montants des compensations prévisionnelles et sur les scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif de GRDF au 1er juillet 2026 ?

GRDF n'est pas en mesure de se prononcer sur la bonne appréciation des trajectoires client/volume des autres opérateurs, ni sur les niveaux de charges correspondant à ceux de gestionnaires de réseau efficaces, qui sont 2 facteurs dimensionnants des compensations.

GRDF renvoie également aux questions précédentes où elle a pu adresser ces différentes remarques.

5. Structure tarifaire

Question 8 : Avez-vous d'autres remarques concernant les orientations envisagées par la CRE pour la mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz ?

Le dispositif de péréquation doit reposer sur des règles économiquement équilibrées et équitables pour l'ensemble des acteurs. Or les modalités d'application avancées par la consultation publique exposent GRDF à un risque financier et juridique réel, au regard en particulier du principe de couverture des coûts du gestionnaire de réseau efficace, tel qu'il résulte du droit de l'Union européenne et du Code de l'énergie. GRDF pourrait ainsi être conduite à supporter, même à titre transitoire, des charges non couvertes par le tarif et à assurer un portage de trésorerie au bénéfice des ELD, sans aucune contrepartie.

À cet égard, (i) l'absence de couverture des coûts de gestion du mécanisme de péréquation, (ii) le décalage structurel, en niveau et dans le temps, entre les recettes tarifaires perçues par GRDF et les compensations versées aux ELD, (iii) l'asymétrie des mécanismes d'apurement du CRCP entre GRDF et les ELD, voire le transfert des risques importants/extrêmes des ELD à GRDF, (iv) la mise en place de compensations forfaitaires au bénéfice des ELD anciennement au tarif commun, ainsi que (v) l'absence de précisions sur les dispositifs effectifs de contrôle des programmes d'investissement des ELD constituent autant de facteurs de fragilisation du dispositif.

GRDF sera vigilante quant aux moyens qui seront mis en place par la CRE pour contrôler la gestion efficace des ELD, notamment concernant leurs investissements et comme prévu par l'article L. 452-1-3 du Code de l'énergie. Ces contrôles doivent porter tant sur les ELD à tarif spécifique que sur celles à tarif commun. En effet, GRDF considère que le système de péréquation au niveau national nécessite une attention particulière du fait des modalités de prise en charge des coûts qui en découle.

Les préoccupations de GRDF sont également motivées par le constat d'un différentiel substantiel dans les coûts d'exploitation, lequel pourrait ne pas résulter que du seul effet de taille et de la facilité corollaire à dégager des économies d'échelle : en moyenne, les charges d'exploitation des ELD par client sont plus élevées de 10% par rapport à GRDF, et le niveau de ces charges par km de réseau est supérieur de 19%, sur base des données 2024.

Enfin, au vu des risques et coûts induits par la péréquation, GRDF demande que :

- 1/ les compensations et contributions soient définies pour une période maximale de 2 ans,
- 2/ l'ensemble des coûts et risques associés au dispositif de péréquation soient couverts par le coefficient P et présentés dans la future délibération de la CRE,
- 3/ le coefficient de péréquation P soit calibré en tenant compte de la dérive volumique sur le portefeuille GRDF par rapport à la délibération ATRD 7,
- 4/ le tunnel encadrant le coefficient k soit élargi à +/- 4%.